



Doc. 12159

03 février 2010

Le voile intégral – faut-il agir ?

Proposition de résolution

déposée par Mme Krista KIURU et d'autres membres de l'Assemblée

Cette proposition n'a pas été examinée par l'Assemblée et n'engage que ses signataires

La burqa est destinée à dissimuler la chevelure, les yeux et le corps des femmes. Elle cache l'intégralité du corps sous un long tissu reposant lourdement sur la tête. Concrètement, elle empêche la personne qui la revêt de se mouvoir facilement.

La burqa, ou voile intégral, ne laisse pas indifférent et quoique globalement peu répandue en Europe, elle suscite polémiques et questions.

Quel en est le sens : s'agit-il du contrôle du corps des femmes ou d'une volonté affichée de se démarquer ? S'agit-il de marquer son appartenance particulière à une religion ? En effet, bien que ne relevant pas d'une prescription coranique, la burqa marque une pratique radicale et fondamentaliste de la religion musulmane.

Pour certains, elle est contraire aux principes de laïcité et de neutralité de l'espace public; pour d'autres, elle est contraire au principe de l'égalité entre les femmes et les hommes. Pour d'autres encore, elle marque l'appartenance à une culture ou à une religion que tout un chacun devra respecter. La question qui vient à l'esprit est de savoir si les femmes qui portent la burqa ont choisi ou ont été forcées de la porter et de savoir quelle est la vraie liberté des femmes qui ont été éduquées en vue de la porter.

La burqa constitue assurément une stigmatisation à l'égard des femmes qui les distingue de la société commune et une atteinte à leur dignité. On s'interrogera dès lors sur le respect des droits de citoyennes à part entière qu'ont les femmes portant la burqa. Des discussions ont actuellement lieu en France et dans les pays scandinaves.

En conséquence, l'Assemblée parlementaire décide d'étudier ce phénomène sous l'angle de la discrimination à l'égard des femmes. Elle s'interrogera également sur l'opportunité de légiférer sur la burqa dans l'espace public.

Signé (voir au verso)



Signé¹:

KIURU Krista, Finlande, SOC
AGRAMUNT Pedro, Espagne, PPE/DC
COUSIN Alain, France, PPE/DC
FOURNIER Bernard, France, PPE/DC
GAUTIER Gisèle, France, PPE/DC
GREFF Claude, France, PPE/DC
HAGBERG Michael, Suède
HAUGLI Håkon, Norvège, SOC
IWIŃSKI Tadeusz, Pologne, SOC
KAIKKONEN Antti, Finlande, ADLE
KALLIO Reijo, Finlande, SOC
LECOQ Jean-Paul, France, GUE
LINDBLAD Göran, Suède, PPE/DC
MacSHANE Denis, Royaume-Uni
MEALE Alan, Royaume-Uni, SOC
MÓSESDÓTTIR Lilja, Islande, GUE
OHLSSON Carina, Suède, SOC
POULSEN Jørgen, Danemark, ADLE
PRESCOTT John, Royaume-Uni, SOC
PUCHE Gabino, Espagne, PPE/DC
PUIG i OLIVE Lluís Maria, de, Espagne, SOC
ROCHEBLOINE François, France, PPE/DC
ROUQUET René, France
SASI Kimmo, Finlande, PPE/DC
VRETTOS Konstantinos, Grèce, SOC
XUCLÀ Jordi, Espagne, ADLE

1. ADLE: Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe
GUE: Groupe pour la gauche unitaire européenne
PPE/DC: Groupe du Parti populaire européen
SOC: Groupe socialiste